

Cycles de séminaires en coopération entre Sciences Po – CERI et EDF R&D

Géopolitique de l'énergie

Séminaire 4 : Russie, Ukraine, Europe : quels enjeux pour la sécurité énergétique ?

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Russia Programme Manager, IEA

Céline Bayou, Rédactrice à *P@ges Europe & Questions internationales* (Documentation française), Membre du CREE de l'Inalco, Co-rédactrice en chef du site *Regard sur l'Est*

16 décembre 2014
Synthèse¹

I. LES POLITIQUES ENERGETIQUES DE LA RUSSIE. EVALUATION A PARTIR DE "RUSSIA IN-DEPTH ENERGY POLICY REVIEW"

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Russia Programme Manager, IEA

Bien que la Russie ne soit pas membre de l'IEA, l'agence a, réalisé la revue de la politique énergétique russe à la demande du ministre russe de l'énergie.

1. La situation macro-économique

La Russie connaît une période de fort dynamisme économique entre 2000 et 2009 mais la crise de 2009 infléchit la courbe de la croissance. Dans le même temps, le prix du pétrole se stabilise puis à partir du 2^{ème} trimestre 2014 amorce un déclin. La croissance russe en 2013 s'élève à 1,5%, elle risque d'avoisiner 0,4% en 2014. La menace de récession pointe pour 2015. Ces chiffres montrent la forte dépendance russe par rapport à l'évolution du prix du pétrole. La croissance des années 2000 est, en effet, stimulée par les exportations d'hydrocarbures et la hausse de la production domestique. Mais la Russie souffre de déficits structurels qui représentent autant de défis à relever. L'économie russe n'est pas suffisamment diversifiée ni modernisée, la balance commerciale russe est très dépendante de la vitalité des exportations d'hydrocarbures. Elle est confrontée à un manque d'investissement dans les infrastructures et à une fuite des capitaux. En outre, les investissements directs étrangers ont commencé à reculer en 2014.

2. Les réformes du secteur énergétique

Le secteur pétrolier : Le secteur de l'énergie russe a connu un développement majeur au cours des dernières années. Grâce à la montée du prix du baril, les Russes ont pu investir dans la production de pétrole qui a crû considérablement. La Russie profite de la production et des revenus à l'exportation générés par ses gisements traditionnels (*brown fields*). Grâce aux

¹ Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité de son auteur.

investissements réalisés, elle a réussi à mettre en service de nouveaux gisements dans le grand Est Sibérien et à développer le segment des condensats qui alimentent également les exportations. Néanmoins le volume et la nature de ces dernières évoluent. D'une part, les exportations de pétrole brut se sont ralenties au profit de l'exportation de produits pétroliers. D'autre part, elles se sont réduites en raison de la hausse de la consommation domestique. Enfin, elles ont été réorientées de l'Europe vers l'Asie et la Chine en particulier.

Le secteur gazier : La Russie a introduit une loi de libéralisation du gaz naturel liquéfié qui a marqué la fin du monopole de Gazprom. Elle a également ouvert des marchés en Asie sur ce segment. La Russie « vit dans une bulle gazière » où la production excède la demande. Les entreprises gazières risquent d'en souffrir dans un contexte de ralentissement économique. Certes le géant Gazprom s'est diversifié mais il produit encore 73% du gaz, la part restante est sous le contrôle de nouvelles entreprises. Gazprom reste néanmoins indispensable pour le marché gazier européen. S'il a perdu l'Ukraine comme client, il a, en revanche, récupéré la Turquie.

Le secteur du charbon : La production de charbon a augmenté.

Le secteur électrique : La Russie a introduit une réforme dans le secteur électrique pour favoriser les investissements directs étrangers et a mis en place un grand programme de construction de réacteurs nucléaires. Des entreprises, telles EON ou ENEL ont acheté des actifs russes, modernisé le système de production et augmenté les capacités.

L'efficacité énergétique et les renouvelables : Une politique d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables a été lancée. Mais les Russes restent sceptiques sur les ENR d'autant que le déploiement des renouvelables en Europe concurrencent le gaz russe. Cependant un cadre réglementaire existe pour inciter aux investissements. Il s'agit en particulier d'un enjeu pour les régions isolées sans accès au réseau électrique et gazier. C'est précisément sur ce segment que les Russes essaient de promouvoir les renouvelables. Mais le déploiement des ENR est freiné par une triple contrainte. D'abord, les objectifs restent modestes. Ensuite les Russes ont imposé que toute installation solaire ou éolienne doit comporter au moins 60% de composants russes. Si la stratégie industrielle est claire, néanmoins le coût qui en résulte pèse sur le potentiel d'investissements. Enfin, les difficultés budgétaires et économiques actuelles risquent de mettre fin au tarif d'achat.

3. Les défis du secteur énergétique

La Russie est confrontée à un grand nombre de défis :

- la détérioration de l'intensité énergétique,
- l'obsolescence de l'infrastructure énergétique en particulier dans la production d'électricité et dans les réseaux de chaleur qui requièrent des investissements conséquents dans un cadre de prix largement régulé,
- le développement de l'efficacité énergétique, en particulier dans le secteur résidentiel,
- la réduction des émissions de carbone,
- l'amélioration de la qualité du service au consommateur qui n'est cependant pas prioritaire aux yeux des entreprises russes,
- l'évolution du cadre réglementaire et de régulation des prix pour attirer les investissements,
- la coordination des politiques de recherche et développement.

II. Quelles 'solidarités' européennes en matière énergétique ?

Céline Bayou, Rédactrice à *P@ges Europe & Questions internationales* (Documentation française), Membre du CREE de l'Inalco, Co-rédactrice en chef du site Regard sur l'Est

Pourquoi ne parvient-on pas à organiser cette solidarité européenne face à ce grand fournisseur russe ?

Les données chiffrées témoignent de l'interdépendance gazière entre l'Union Européenne et la Russie : le gaz russe couvre 25%, le pétrole 27% de la consommation communautaire. Cependant chaque Etat membre n'affiche pas le même niveau de dépendance, qui va de 0% à 100% : cette dépendance est très forte par exemple dans les Etats Baltes, en Finlande, en Bulgarie et en Slovaquie, elle l'est moins pour l'Allemagne (40%) et pour la France (16%).

En 2000, le partenariat entre l'Europe et la Russie est présenté comme un beau projet de coopération concret. Mais la première crise du gaz en Ukraine en 2006 infléchit l'enthousiasme initial. La crise de janvier 2009 provoque la panique par crainte de manquer de gaz. Ce sont essentiellement les Turcs, les Bulgares, les Grecs, les Slovaques, les Hongrois, les Croates et les Bosniaques qui souffrent des pénuries de gaz en plein hiver. Pour autant, aucun discours de solidarité n'apparaît au sein de l'Union Européenne. La crise de 2009 fait prendre conscience aux Européens qu'au premier problème entre Moscou et Kiev, l'approvisionnement pour l'Europe pourrait devenir difficile dans la mesure où 93% du gaz russe transite par l'Ukraine. Au niveau européen, le discours dominant vise à réduire cette dépendance par la diversification qui implique de diversifier les fournisseurs, les sources ainsi que les voies de transit. A l'inverse, le discours russe souligne la dépendance russe vis-à-vis des marchés européens et le manque de fiabilité de ce client qui cherche à contourner un fournisseur irréprochable. Si l'Europe joue la diversification, la Russie le fait également en se tournant vers l'Asie, même s'il s'agit de volumes faibles.

Le différend actuel entre la Russie et l'Ukraine sur la dette de l'Ukraine et le prix pratiqué entre les deux partenaires a été en partie résolu fin octobre lors des négociations trilatérales. Mais le tribunal d'arbitrage de Stockholm doit arbitrer sur le montant de cette dette qui fait l'objet du désaccord. Le mode de fonctionnement opaque de l'entreprise gazière ukrainienne rend la solution du contentieux difficile. Il est vrai que l'Ukraine subit des prix du gaz élevés. La politique de Gazprom consiste, en effet, à différencier les prix en fonction de critères autres que des critères purement économiques. Un pays ami aura davantage de chances de bénéficier de prix favorables, comme c'est le cas pour la Biélorussie. Alors qu'en 2012, les Biélorusses paient le gaz russe 165\$ pour 1000 m³, les Macédoniens sont approvisionnés à un prix de 564\$ pour la même quantité. L'Ukraine, quant à elle, le paie 425\$ et a obtenu de le payer 385\$ pendant l'hiver 2014 jusqu'en mars 2015. Si l'administration publique ukrainienne se retire de l'Est, sous contrôle russe, le président Poroschenko a, en revanche, demandé de continuer à approvisionner les populations en chauffage pendant l'hiver.

Face à cette situation, quelles solutions, quelles solidarités européennes sont envisagées pour l'Ukraine ?

Bruxelles a décidé la mise en place de flux inversés bien que les contrats gaziers avec les Russes interdisent explicitement la réexportation du gaz livré. Un des problèmes de fond tient au fait que le gaz reste russe. Plusieurs pays ont cependant commencé à pratiquer les flux inversés malgré la pression russe.

Bruxelles a également envisagé de développer le recours au GNL mais l'Europe manque encore d'infrastructures adéquates bien qu'elles commencent à se développer en particulier dans la Baltique. Néanmoins, les négociations entre les pays sont complexes pour savoir où localiser les terminaux GNL.

Le marché européen de l'énergie pourrait représenter une partie de la réponse mais, pour l'instant, le projet reste bloqué.

La diversification des voies de transit pour contourner l'Ukraine représente une autre solution en passant par la Mer Baltique ou la Turquie. L'annonce russe du 1^{er} décembre d'arrêter le projet South Stream a mis un frein à cette stratégie. Bruxelles a réagi en affirmant que l'Europe voulait le South Stream quand bien même Bruxelles n'a eu de cesse de critiquer un projet qui ne respecte pas les normes imposées. En soutenant South Stream, l'Union Européenne ne fait pas montre de solidarité avec l'Ukraine. Finalement, les tentatives sont nombreuses pour enlever à l'Ukraine le rôle de pays de transit.

Discussion

- Quelles sont les relations de la Russie avec le Japon ?
- Quel pipeline va-t-il remplacer Nabucco ?
- Quel sera le rôle des gisements de gaz en Roumanie et en Mer Noire ?
- Comment peut-on améliorer le système de comptage des volumes de gaz envoyés par Gazprom ?
- Quelle peut être l'influence des gaz de schiste ?
- Les sociétés gazières ukrainiennes empruntent-elles directement sur les marchés ou passent-elles par la dette souveraine de l'Ukraine ?
- La crise pourrait-elle donner l'occasion à Poutine de redéployer les capacités industrielles domestiques russes ?
- Le dernier accord entre la Russie et la Chine sur le gaz représente-t-il un vrai potentiel pour la Russie ?
- Quel rôle pourra jouer le hub énergétique envisagé au sud de l'Europe ?
- Les Russes peuvent-ils emprunter de l'argent ailleurs ?
- Dans quelle mesure Poutine joue-t-il sur l'absence de solidarités en Europe ?